

**Art. 3.** Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 5 août 1991.

**BAUDOIN**

Par le Roi :  
Le Ministre des Affaires sociales,  
Ph. BUSQUIN

**Art. 3.** Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 5 augustus 1991.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :  
De Minister van Sociale Zaken,  
Ph. BUSQUIN

**MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE**

F. 91 — 2364 (F. 91 — 84)

**21 DÉCEMBRE 1990.** — Loi portant statut des candidats militaires du cadre actif. — Errata

Au *Moniteur belge* n° 9 du 12 janvier 1991 :

Page 650, à l'article 8, il y a lieu d'ajouter dans le texte français le mot « actif » entre les mots « en service » et « ou en non-activité ».

Page 654, à l'article 17, dernier mot, il y a lieu de lire dans le texte néerlandais : « dienstplichtigen » au lieu de « dienstplichten ».

Page 655, à l'article 21, § 2 :

— Premier alinéa, avant dernière règle dans le texte français, il y a lieu de lire : « grades » au lieu de « gardes ».

— Deuxième alinéa, deuxième règle, dans le texte néerlandais, il y a lieu de lire : « werden » au lieu de « werd ».

Page 659, à l'article 26, § 4, 1<sup>o</sup>, deuxième règle, dans le texte français, il y a lieu de lire : « formation » au lieu de « fonction ».

Page 662, à l'article 31, § 3, il y a lieu d'ajouter dans le texte néerlandais, les mots « aan de reservemilitairen en » entre les mots « Landsverdediging » et « aan de militairen ».

Page 668, à l'article 52, il y a lieu de lire dans le texte néerlandais : « eerste soldaat » au lieu de « soldaat eerste klasse » et dans le texte français : « premier soldat » au lieu de « soldat de première classe ».

**MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING**

N. 91 — 2364 (N. 91 — 84)

**21 DECEMBER 1990.** — Wet houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader. — Errata

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 9 van 12 januari 1991 :

Blz. 650, in artikel 8, dient in de Franse tekst het ontbrekende woord « actif » toegevoegd te worden tussen de woorden « en service » en « ou en non-activité ».

Blz. 654, in artikel 17, laatste woord, dient men in de Nederlandse tekst te lezen : « dienstplichtigen » in plaats van « dienstplichten ».

Blz. 655, in artikel 21, § 2 :

— Eerste lid, voorlaatste regel van de Franse tekst, dient men te lezen : « grades » in plaats van « gardes ».

— Tweede lid : tweede regel van de Nederlandse tekst, dient men te lezen : « werden » in plaats van « werd ».

Blz. 659, in artikel 26, § 4, 1<sup>o</sup>, tweede regel, in de Franse tekst dient men te lezen : « formation » in plaats van « fonction ».

Blz. 662, in artikel 31, § 3, in de Nederlandse tekst, dienen de woorden « aan de reservemilitairen en » toegevoegd te worden tussen de woorden « Landsverdediging » en « aan de militairen ».

Blz. 668, in artikel 52, in de Nederlandse tekst dient men te lezen : « eerste soldaat » in plaats van « soldaat eerste klasse » en in de Franse tekst : « premier soldat » in plaats van « soldat de première classe ».

F. 91 — 2365 (F. 91 — 1148)

**30 AVRIL 1991.** — Arrêté royal fixant la durée du terme de service actif des miliciens. — Erratum

*Moniteur belge* n° 88 du 7 mai 1991, page 9645, à l'article 8, il y a lieu de lire dans le texte français « troisième alinéa » au lieu de « deuxième alinéa », et dans le texte néerlandais « derde lid » au lieu de « tweede lid ».

N. 91 — 2365 (N. 91 — 1148)

**30 APRIL 1991.** — Koninklijk besluit tot bepaling van de duur van de werkelijke dienstermijn van de dienstplichtigen. — Erratum

*Belgisch Staatsblad* nr. 88 van 7 mei 1991, blz. 9645, in artikel 8, dient men te lezen in de Franse tekst « troisième alinéa » in plaats van « deuxième alinéa », et in de Nederlandse tekst « derde lid » in plaats van « tweede lid ».

**MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR  
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

F. 91 — 2366

**Arrêté royal autorisant la Cour des comptes à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques et à utiliser le numéro d'identification**

**RAPPORT AU ROI**

Sire,

Le projet d'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté a pour objet d'autoriser la Cour des comptes à accéder à certaines des informations enregistrées au Registre national et à faire usage du numéro d'identification.

En vertu de l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, le Roi peut autoriser les autorités publiques à y avoir accès pour les informations qu'elles sont habilitées à connaître en vertu d'une loi ou d'un décret.

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN  
EN OPENBAAR AMBT**

N. 91 — 2366

**Koninklijk besluit waarbij aan het Rekenhof toegang tot het Rijksregister van de natuurlijke personen en machtiging tot het gebruik van het identificatienummer worden verleend**

**VERSLAG AAN DE KONING**

Sire,

Het ontwerp van besluit dat wij de eer hebben van de ondertekening van Uwe Majesteit voor te leggen heeft tot doel het Rekenhof toegang tot sommige in het Rijksregister opgenomen informatiegegevens en machtiging tot het gebruik van het identificatienummer te verlenen.

Krachtens artikel 5, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, mag de Koning de openbare overheden toegang verlenen tot de informatie die zij krachtens een wet of een decreet bevoegd zijn te kennen.

L'article 1er du projet d'arrêté qui Vous est soumis vise en conséquence à permettre l'accès de la Cour des comptes aux informations qui figurent obligatoirement au Registre national, à savoir :

- 1° les nom et prénoms;
- 2° le lieu et la date de naissance;
- 3° le sexe;
- 4° la nationalité;
- 5° la résidence principale;
- 6° le lieu et la date du décès;
- 7° la profession;
- 8° l'état civil;
- 9° la composition du ménage;
- 10° les modifications successives apportées aux informations visées ci-dessus, ainsi que la date à laquelle elles ont effet.

L'accès à ces informations n'est toutefois autorisé qu'en vue de l'accomplissement des missions dévolues à la Cour des comptes par la Constitution et par les lois qu'elle est chargée d'appliquer.

L'article 116, alinéa 2, de la Constitution dispose comme suit :

« Cette Cour est chargée de l'examen et de la liquidation des comptes de l'administration générale et de tous comptables envers le trésor public. Elle veille à ce qu'aucun article des dépenses du budget ne soit dépassé et qu'aucun transfert n'ait lieu. Elle arrête les comptes des différentes administrations de l'Etat et est chargée de recueillir à cet effet tout renseignement et toute pièce comptable nécessaire. Le compte général de l'Etat est soumis aux Chambres avec les observations de la Cour des comptes. »

Conformément à l'article 5, alinéa 4, de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes, celle-ci a le droit de se faire communiquer tous renseignements relatifs à la recette et à la dépense des deniers de l'Etat et des provinces.

Les informations dont la Cour des comptes sera autorisée à prendre connaissance en vertu de cette autorisation ne pourront être utilisées qu'à des fins de gestion interne, ainsi qu'il est précisé à l'article 2 du projet.

La Cour des comptes ne pourra dès lors les communiquer qu'aux personnes physiques auxquelles elles se rapportent, à leurs représentants légaux, ainsi qu'aux autorités publiques et organismes qui auront eux-mêmes été autorisés par arrêté royal à accéder à ces informations, à l'exclusion de tous autres tiers.

D'autre part, aux termes de l'article 8, alinéa 1er, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, le Roi peut, après avis de la Commission consultative de la protection de la vie privée, et par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, autoriser les autorités publiques et les organismes bénéficiant d'un accès au Registre national à faire usage du numéro d'identification dans les limites et aux fins qu'il détermine.

L'article 3 du projet autorise dès lors la Cour des comptes à utiliser le numéro d'identification du Registre national.

Cette faculté trouvera essentiellement à s'appliquer dans les relations de la Cour avec certains organismes publics afin de vérifier si les règles d'octroi et de cumul des pensions de retraite sont respectées. Elle pourra également s'avérer utile pour l'accomplissement d'autres tâches (contrôle des organismes octroyant des allocations sociales, le minimex ou les allocations de handicapés, contrôle du secteur de la sécurité sociale, contrôle des allocations de chômage, des prépensions conventionnelles et des interventions du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises, du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques des handicapés et du Fonds spécial d'assistance).

Il va de soi que l'utilisation du numéro d'identification du Registre national sera limitée aux relations avec ceux des organismes concernés qui auront eux-mêmes reçu une telle habilitation et cela dans la mesure strictement nécessaire à l'exercice des missions constitutionnelles et légales de la Cour.

Conformément aux articles 1er, alinéa 2, et 3 du projet, la Cour pourra déléguer la faculté qui lui est octroyée d'accéder à certaines informations et de faire usage du numéro d'identification aux membres de son personnel titulaires d'un grade équivalent à un grade du niveau 1 des agents de l'Etat; cette délégation ne vaudra toutefois que dans la mesure où ces agents auront été désignés nommément et par écrit.

Artikel 1 van het ontwerpbesluit dat U wordt voorgelegd beoogt bijgevolg aan het Rekenhof toegang te verlenen tot de informatiegegevens die verplicht in het Rijksregister opgenomen worden, met name :

- 1° de naam en voornamen;
- 2° de geboorteplaats en -datum;
- 3° het geslacht;
- 4° de nationaliteit;
- 5° de hoofdverblijfplaats;
- 6° de plaats en datum van overlijden;
- 7° het beroep;
- 8° de burgerlijke staat;
- 9° de samenstelling van het gezin;
- 10° de opeenvolgende wijzigingen aan de hierboven beoogde informatiegegevens, evenals de datum waarop zij uitwerking hebben.

De toegang tot deze informatiegegevens wordt evenwel slechts verleend met het oog op het vervullen van de opdrachten die aan het Rekenhof zijn toegewezen bi, de grondwet en bij de wetten met de toepassing waarvan het belast is.

Artikel 116, tweede lid, van de Grondwet bepaalt het volgende :

« Dit Hof is belast met het nazien en het vereffenen der rekeningen van het algemeen bestuur en van allen die tegenover de staatskas rekenplichtig zijn. Het waakt ervoor dat geen artikel van de uitgaven der begroting wordt overschreden en dat geen overschrijving plaats heeft. Het stelt de rekeningen der verschillende besturen van de Staat vast en is ermee belast te dien einde alle nodige inlichtingen en bewijsstukken te verzamelen. De algemene staatsrekening wordt aan de Kamers onderworpen met de opmerkingen van het Rekenhof. »

Overeenkomstig artikel 5, vierde lid, van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, is dit bevoegd om zich alle inlichtingen te doen verstrekken betreffende de ontvangst en de uitgaven van rijks- en provinciegelden.

De informatiegegevens waarvan het Rekenhof krachtens deze machtiging, kennis zal mogen hebben zullen slechts worden gebruikt ten behoeve van intern beheer, zoals bepaald in artikel 2 van het ontwerp.

Het Rekenhof zal ze bijgevolg slechts mogen mededelen aan de natuurlijke personen op wie ze betrekking hebben, aan hun wettelijke vertegenwoordigers en aan de openbare overheden en instellingen aan wie zelf bij koninklijk besluit toegang zal verleend zijn tot deze informatiegegevens, met uitsluiting van alle andere derden.

Anderzijds kan de Koning, volgens de bewoordingen van artikel 8, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, na advies van de Raadgevende Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, en bij in Ministerraad overlegd besluit de openbare overheden en de instellingen die toegang hebben tot het Rijksregister machtigen om het identificatienummer te gebruiken binnen de grenzen en voor de doeleinden door Hem bepaald.

Artikel 3 van het ontwerp verleent dan ook aan het Rekenhof de machtiging om gebruik te maken van het identificatienummer van het Rijksregister.

Die bevoegdheid zal vooral toepassing vinden in de betrekkingen van het Hof met bepaalde openbare instellingen, ten einde na te gaan of de regels betreffende de toekenning en de cumulatie van pensioenen zijn nageleefd. Zij kan tevens nuttig zijn voor het vervullen van andere taken (controle van instellingen die sociale uitkeringen, bestaansminima of uitkeringen aan minder-validen toekennen, controle van de werkloosheidsuitkeringen, van de bij overeenkomst toegekende brugpensioenen en van de tussenkomsten van het Fonds tot vergoeding van de ingeval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers, van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten en van het Speciaal Onderstandsfonds).

Het spreekt vanzelf dat het gebruik van het Rijksregister beperkt wordt tot de betrekkingen met die instellingen waaraan ook een dergelijke machtiging zal zijn verleend, en dit voor zover het strikt genomen noodzakelijk is voor de uitvoering van de constitutionele en wettelijke opdrachten van het Hof.

Overeenkomstig de artikelen 1, tweede lid, en 3 van het ontwerp, zal het Hof de hem geboden mogelijkheid om toegang te hebben tot bepaalde informatiegegevens en om gebruik te maken van het identificatienummer kunnen delegeren aan de leden van zijn personeel die titularis zijn van een graad die gelijkwaardig is aan een graad van niveau 1 van de rijksambtenaren; deze delegatie zal evenwel slechts geldig zijn in zoverre deze ambtenaren met naam en schriftelijk zullen zijn aangewezen.

La Commission consultative de la protection de la vie privée a, dans son avis n° 88/072 du 18 août 1988, exprimé le souhait que la liste des membres du personnel de la Cour ainsi délégués, soit établie annuellement, avec la mention de leurs grade et fonction, et qu'un exemplaire de cette liste lui soit ensuite transmis; l'article 4 du projet concrétise cette suggestion.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,  
Le Ministre de la Justice,  
M. WATHELET

Le Ministre de l'Intérieur,  
L. TOBBACK

AVIS N° 88/072 DU 18 AOUT 1988  
DE LA COMMISSION CONSULTATIVE  
DE LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

Objet : Projet d'arrêté royal autorisant la Cour des comptes à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques

La Commission consultative de la protection de la vie privée;

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques;

Vu la demande d'avis du 20 juin 1988 du Ministre de l'Intérieur;

A émis le 18 août 1988 l'avis suivant :

Bien que l'autorisation d'accès est fondée sur l'article 5, alinéa 1er, de la loi du 8 août 1983 et ne doit, dès lors, pas être préalablement soumise à l'avis de la Commission, celle-ci se permet d'émettre une considération à propos de cette autorisation en vertu du droit qui lui est reconnu à l'article 12, alinéa 3, de la loi du 8 août 1983.

L'article 1er, alinéa 2, du projet d'arrêté royal permet à la Cour de déléguer l'autorisation d'accès aux « membres de son personnel qui sont titulaires d'un grade équivalent à une grade du niveau 1 des agents de l'Etat et qu'elle désigne nommément et par écrit ».

La Commission n'a pas d'objection contre cette faculté de délégation.

Elle souhaite toutefois que la liste des membres du personnel de la Cour des comptes qui reçoivent cette délégation, avec la mention de leur grade et de leur fonction, soit dressée annuellement et qu'un exemplaire de cette liste lui soit, à chaque fois, remis.

Elle forme le même souhait au sujet de la faculté de déléguer l'autorisation d'utiliser le numéro d'identification qui est prévue à l'article 3 du projet présenté pour avis.

Selon les documents et informations que la Cour des comptes a officiellement fournis à la Commission, l'autorisation d'utiliser le numéro d'identification répondrait essentiellement à deux objectifs :

1° permettre aux membres de la Cour et à certains membres de son personnel de consulter des dossiers, fichiers et répertoires dans lesquels des numéros d'identification du Registre national sont mentionnés : les dossiers relatifs aux pensions de retraite qui lui sont remis par le Ministère des Finances et les dossiers, fichiers et répertoires que la Cour a pour mission de contrôler, sur place, dans diverses administrations publiques;

2° autoriser l'utilisation du numéro d'identification dans ses relations avec certains organismes publics afin de vérifier si les règles d'octroi des pensions et de cumul de pensions sont respectées.

La simple lecture d'un numéro d'identification du Registre national sur un document dont ni l'original, ni une copie ne restera en possession de la Cour des comptes ne constitue pas, en elle-même, une utilisation de ce numéro d'identification au sens de l'article 8 de la loi du 8 août 1983.

De Raadgevende commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer heeft, in haar advies nr. 88/072 van 18 augustus 1988, de wens uitgesproken dat de lijst van de aldus gedelegeerde personeelsleden van het Hof jaarlijks zou worden opgemaakt, met vermelding van hun graad en ambt, en dat haar vervolgens een exemplaar van deze lijst zou worden overhandigd; artikel 4 van dit ontwerp geeft concrete vorm aan deze suggestie.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaars,  
De Minister van Justitie,  
M. WATHELET

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
L. TOBBACK

ADVIES NR. 88/072 D.D. 18 AUGUSTUS 1988 VAN DE RAADGEVENDE COMMISSIE VOOR DE BESCHERMING VAN DE PERSOONLIJKE LEVENSSFEER

Betreft : Ontwerp van koninklijk besluit waarbij het Rekenhof gemachtigd wordt het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen te gebruiken

De Raadgevende Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer;

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen;

Gelet op het verzoek om advies van 20 juni 1988 van de Minister van Binnenlandse Zaken;

Heeft op 18 augustus 1988 volgend advies gegeven :

Hoewel artikel 5, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 de grondslag vormt voor de machtiging tot toegang en deze machtiging bijgevolg niet voorafgaandelijk aan de Commissie moet worden voorgelegd, is het de Commissie, op grond van het haar in artikel 12, derde lid, van de wet van 8 augustus 1983 toegekende recht geoorloofd, een bemerking te geven bij die machtiging.

In artikel 1, tweede lid, van het ontwerp tot koninklijk besluit wordt aan het Rekenhof de mogelijkheid geboden om die machtiging tot toegang over te dragen « aan zijn personeelsleden die bekleed zijn met een graad die gelijkwaardig is met het niveau 1 van de rijksambtenaar en die het Rekenhof met name en schriftelijk aanwijst ».

De Commissie heeft geen bezwaar tegen deze mogelijkheid tot overdracht.

De Commissie wenst evenwel dat de lijst met de personeelsleden van het Rekenhof aan wie de machtiging tot gebruik wordt verleend jaarlijks zou worden opgemaakt met vermelding van hun graad en functie en dat een afschrift van deze lijst telkenmale aan de Commissie zou worden overgemaakt.

De Commissie uit dezelfde wens met betrekking tot de mogelijkheid tot overdracht van de machtiging tot gebruik van het identificatienummer zoals bepaald in artikel 3 van het ontwerp dat voor advies is voorgelegd.

Blijkens de documenten en inlichtingen die door het Rekenhof officieel aan de Commissie zijn verstrekt, is het doel van de machtiging tot gebruik van het identificatienummer in hoofdzaak tweeledig :

1° aan het Rekenhof en aan bepaalde personeelsleden ervan de mogelijkheid bieden om dossiers, gegevensbestanden en registers te raadplegen waar het identificatienummer van het Rijksregister is vermeld : met name de dossiers met betrekking tot de pensioenuitkeringen die aan het Hof worden verstrekt door het Ministerie van Financiën en de dossiers, gegevensbestanden en registers van de verscheidene overheden die het Rekenhof uit hoofde van haar opdracht ter plaatse moet nazien;

2° het gebruik toestaan van het identificatienummer in de betrekkingen van het Rekenhof met bepaalde overheidsinstellingen om na te gaan of de wetgeving met betrekking tot de toekenning en de cumulatie van pensioenen wordt nageleefd.

Het lezen op zichzelf van een identificatienummer van het Rijksregister op een document waarvan noch het origineel noch een afschrift in het bezit van het Rekenhof blijft, vormt als zodanig geen gebruik van het identificatienummer in de zin van artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983.

Cette simple lecture doit évidemment avoir lieu dans le cadre d'une mission légale de la Cour.

La Cour des comptes peut, par conséquent, réaliser le premier des objectifs précités sans autorisation d'utiliser le numéro d'identification.

Cette autorisation est, par contre, indispensable pour l'accomplissement du second objectif précité, à savoir l'utilisation du numéro d'identification dans les relations de la Cour des comptes avec certains organismes afin de vérifier si les règles d'octroi et de cumul des pensions de retraite sont respectées.

Cependant, le projet d'arrêté royal soumis pour avis accorde à la Cour des comptes une autorisation beaucoup trop large par rapport à l'objectif indiqué ci-avant.

En effet, l'article 3 autorise notamment l'usage du numéro d'identification dans les relations que la Cour des comptes et les membres de son personnel ont avec les autres autorités publiques, organismes et personnes qui ont eux-mêmes obtenu expressément l'autorisation prévue à l'article 8 de la loi du 8 août 1983.

Il conviendrait, dès lors, de restreindre cette autorisation aux seuls autorités et organismes avec lesquels la Cour des comptes est en relation à l'occasion du contrôle du respect des règles d'octroi et de cumul des pensions de retraite.

Il n'est, en outre, pas nécessaire que la Cour des comptes reçoive l'autorisation d'utiliser le numéro d'identification dans ses relations avec le titulaire de ce numéro ou avec son représentant légal.

D'ailleurs, selon les renseignements que la Cour a donnés à la Commission, elle n'a jamais de relation avec ces personnes.

La Commission propose, par conséquent, de rédiger l'article 3 du projet de la manière suivante :

§ 1er. Pour la mission d'examen et de liquidation des comptes de l'administration appliquant les lois relatives aux pensions de retraite et de survie, qui lui est confiée par l'article 5 de la loi du 29 octobre 1846, et à seule fin d'identification, la Cour des comptes et les membres de son personnel désignés conformément à l'article 1er, alinéa 2, sont autorisés à utiliser le numéro d'identification du Registre national :

- a) dans les relations entre les autorités et personnes visées ci-dessus;
- b) dans les relations que ces autorités et personnes ont avec les autorités et organismes suivants :

— ... »

Sous réserve des remarques qui précèdent, la Commission émet un avis favorable sur le projet d'arrêté royal.

Le secrétaire,  
A. Pipers.

Le président,  
D. Holsters.

#### AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, de la Modernisation des services publics et des Institutions scientifiques et culturelles nationales, le 30 janvier 1991, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal « autorisant la Cour des comptes à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques et à utiliser le numéro d'identification », a donné le 20 mars 1991 l'avis suivant :

Le projet n'appelle pas d'observation.

La Chambre était composée de :

MM. :

- C.-L. Closset, président de chambre;
- R. Andersen, M. Leroy, conseillers d'Etat;
- F. Rigaux, F. Delperée, assesseurs de la section de législation;
- Mme J. Gielissen, greffier assumé.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. Andersen.

Le rapport a été présenté par M. J. Regnier, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. B. Derouaux, référendaire.

Le greffier,  
J. Gielissen.

Le président,  
C.-L. Closset.

Het lezen op zichzelf moet vanzelfsprekend plaatsvinden in het kader van een wettelijke opdracht van het Rekenhof.

Het Rekenhof kan derhalve voornoemde eerste doelstelling verwezenlijken zonder machtiging tot gebruik van het identificatienummer.

Die machtiging is evenwel onmisbaar voor het uitvoeren van voornoemde tweede doelstelling, met name het gebruik van het identificatienummer in de betrekkingen van het Rekenhof met bepaalde instellingen om toe te laten toezicht uit te oefenen op de naleving van de wetgeving inzake de toekenning en de cumulatie van pensioenuitkeringen.

Het ontwerp van koninklijk besluit dat is voorgelegd kent evenwel aan het Rekenhof een machtiging toe die veel te uitgebreid is in verhouding tot de voornoemde doelstelling.

Artikel 3 kent met name de machtiging toe om het identificatienummer aan te wenden bij de betrekkingen van het Rekenhof en de personeelsleden ervan met de andere overheden, instellingen en personen aan wie zelf uitdrukkelijk de machtiging bedoeld in artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 is toegekend.

Het is aangewezen om die machtiging te beperken tot die overheden en instellingen waarmee het Rekenhof betrekkingen heeft bij het uitoefenen van het toezicht op de naleving van de wetgeving op de toekenning en de cumulatie van pensioenuitkeringen.

Het is bovendien onnodig dat het Rekenhof de machtiging wordt toegekend om het identificatienummer te gebruiken in de betrekkingen met de titularis van dit nummer of met zijn wettelijke vertegenwoordiger.

Overigens heeft het Rekenhof overeenkomstig de inlichtingen die het aan de Commissie heeft verstrekt, geen betrekkingen met deze personen.

De Commissie stelt derhalve voor om het artikel 3 van het ontwerp op de volgende wijze vast te leggen :

§ 1. Voor de opdracht van onderzoek en betaalbaarstelling van de rekeningen van de administratie ingevolge de wetten met betrekking tot de pensioenuitkeringen en alleen als identificatiemiddel, zijn het Rekenhof en zijn personeelsleden aangewezen overeenkomstig artikel 1, tweede lid, gemachtigd het identificatienummer van het Rijksregister te gebruiken :

- a) in de betrekkingen tussen de overheid en voornoemde personen;
- b) in de betrekkingen die deze overheden en personen hebben met de volgende overheden en instellingen;

— ... »

Onder voorbehoud van de voorgaande opmerkingen brengt de Commissie een gunstig advies uit over het ontwerp van koninklijk besluit.

De secretaris,  
A. Pipers.

De voorzitter,  
D. Holsters.

#### ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 30 januari 1991 door de Minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « waarbij aan het Rekenhof toegang tot het Rijksregister van de natuurlijke personen en machtiging tot het gebruik van het identificatienummer worden verleend », heeft op 20 maart 1991 het volgende advies gegeven :

Bij het ontwerp zijn geen opmerkingen te maken.

De Kamer was samengesteld uit :

de heren :

- C.-L. Closset, kamervoorzitter;
- R. Andersen, M. Leroy, staatsraden;
- F. Rigaux, F. Delperée, assessoren van de afdeling wetgeving;
- Mevr. J. Gielissen, toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer R. Andersen.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. Regnier, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer B. Derouaux, referendis.

De griffier,  
J. Gielissen.

De voorzitter,  
C.-L. Closset.

**30 JUILLET 1991. — Arrêté royal autorisant la Cour des comptes à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques et à utiliser le numéro d'identification**

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment les articles 5 et 8;

Vu l'avis de la Commission consultative de la protection de la vie privée, rendu le 18 août 1988;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'accomplissement des missions qui lui sont dévolues par l'article 116 de la Constitution et par les lois qu'elle est chargée d'appliquer, la Cour des comptes est autorisée à accéder aux informations visées à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 9<sup>o</sup>, et alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

La Cour peut déléguer la faculté prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup> aux membres de son personnel qui sont titulaires d'un grade équivalent à un grade du niveau 1 des agents de l'Etat et qu'elle désigne nommément et par écrit.

**Art. 2.** Les informations obtenues en application de l'article 1<sup>er</sup> ne peuvent être utilisées qu'à des fins de gestion interne. Elles ne peuvent être communiquées à des tiers.

Ne sont pas tiers pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup> :

1<sup>o</sup> les personnes physiques auxquelles se rapportent ces informations et leurs représentants légaux;

2<sup>o</sup> les autorités publiques et les organisations désignées en vertu de l'article 5 de la loi du 8 août 1983 précitée.

**Art. 3.** Dans la stricte mesure nécessaire à l'exécution de ses missions constitutionnelles et légales visées à l'article 1<sup>er</sup>, et à seule fin d'identification, la Cour des comptes et les membres de son personnel désignés conformément à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, sont autorisés à utiliser le numéro d'identification du Registre national :

a) dans leurs relations internes;

b) dans leurs relations avec les autorités publiques et les organismes qui ont eux-mêmes obtenu expressément l'autorisation prévue à l'article 8 de la loi du 8 août 1983 précitée.

**Art. 4.** La Cour établit annuellement la liste des membres de son personnel délégués conformément aux articles 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et 3, avec l'indication de leurs grade et fonction.

Elle en transmet un exemplaire à la Commission consultative de la protection de la vie privée.

**Art. 5.** Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 30 juillet 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
M. WATHELET

Le Ministre de l'Intérieur,  
L. TOBBACK

**30 JULI 1991. — Koninklijk besluit waarbij aan het Rekenhof toegang tot het Rijksregister van de natuurlijke personen en machtiging tot het gebruik van het identificatienummer worden verleend**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op de artikelen 5 en 8;

Gelet op het advies van de Raadgevende Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, uitgebracht op 18 augustus 1988;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie, van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad Vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Voor het vervullen van de opdrachten die aan het Rekenhof zijn toegewezen bij artikel 116 van de Grondwet en bij de wetten met de toepassing waarvan het belast is, wordt het toegang verleend tot de informatiegegevens bedoeld bij artikel 3, eerste lid, 1<sup>o</sup> tot 9<sup>o</sup> en tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

Het Hof mag de in het eerste lid verleende machtiging overdragen aan zijn personeelsleden die bekleed zijn met een graad die gelijkwaardig is aan een graad van niveau 1 van de rijksambtenaren en die het met name en schriftelijk aanwijst.

**Art. 2.** De verkregen informatiegegevens bij toepassing van artikel 1 mogen slechts worden gebruikt ten behoeve van intern beheer. Zij mogen niet worden medegedeeld aan derden.

Voor de toepassing van het eerste lid worden niet als derden beschouwd :

1<sup>o</sup> de natuurlijke personen waarop die informatiegegevens betrekking hebben en hun wettelijke vertegenwoordigers;

2<sup>o</sup> de openbare overheden en de instellingen aangeduid krachtens artikel 5 van de vermelde wet van 8 augustus 1983.

**Art. 3.** Voor zover zulks strikt genomen noodzakelijk is voor de uitvoering van de constitutionele en wettelijke opdrachten bedoeld in artikel 1 en alleen als identificatiemiddel, zijn het Rekenhof en zijn personeelsleden aangewezen overeenkomstig artikel 1, 2<sup>e</sup> lid, ertoe gemachtigd het identificatienummer van het Rijksregister te gebruiken :

a) in hun interne betrekkingen;

b) in hun betrekkingen met de openbare overheden en instellingen die zelf uitdrukkelijk de machtiging hebben gekregen bedoeld in artikel 8 van de evengoemde wet van 8 augustus 1983.

**Art. 4.** Het Hof stelt jaarlijks de lijst op van de leden van zijn personeel die, overeenkomstig de artikelen 1, tweede lid, en 3, gedelegeerd zijn, met vermelding van hun graad en ambt.

Het overhandigt er een exemplaar van aan de Raadgevende Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

**Art. 5.** Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Binnenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 30 juli 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie  
M. WATHELET

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
L. TOBBACK